

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/IG/W/22
19 avril 2000

(00-1611)

Comité des pratiques antidumping
Groupe informel de l'anticonournement

Original: anglais

THÈME 2 - QUE FONT LES MEMBRES QUI SONT CONFRONTÉS À CE QU'ILS CONSIDÈRENT ÊTRE UN CONTOURNEMENT?

Communication des États-Unis

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 19 avril 2000.

INTRODUCTION

Dans de précédentes communications, les États-Unis ont analysé la nécessité de mesures anticonournement, suggéré quelques-uns des critères ou normes qui pourraient servir à déterminer s'il y a ou non contournement d'une ordonnance instituant des droits antidumping et présenté plusieurs exemples hypothétiques de contournement. Ils ont en outre répondu à des questions posées au sujet de ces exemples et ont tout récemment présenté et expliqué plusieurs exemples concrets d'enquêtes anticonournement, y compris des cas où un contournement avait été constaté et des cas où il ne l'avait pas été.

À la réunion précédente, il a été convenu que, bien que le Groupe ne se soit pas encore entendu sur ce en quoi consiste le contournement, il serait bon de passer au deuxième thème de discussion: que font actuellement les Membres confrontés à ce qu'ils considèrent comme un contournement? Comme les États-Unis ont présenté dans leur dernière communication plusieurs exemples concrets d'enquêtes anticonournement qu'ils avaient effectuées, ils ont pensé que cela faciliterait l'examen de ce sujet par le Groupe s'ils exposaient les procédures qu'ils appliquent pour mener ces enquêtes.

PROCÉDURES ANTICONTOURNEMENT APPLIQUÉES PAR LES ÉTATS-UNIS¹

Normalement, une enquête anticonournement est ouverte à la suite d'une demande présentée par la branche de production concernée des États-Unis, qui allègue en bonne et due forme l'existence d'un contournement et fournit des renseignements qui peuvent raisonnablement être à la disposition du requérant pour étayer de telles allégations. Une enquête anticonournement peut aussi, bien que cela soit rare, être ouverte par le Département du commerce des États-Unis lui-même. Toute partie intéressée qui présente une demande d'ouverture d'une enquête anticonournement doit signifier des copies de cette demande à toutes les autres parties intéressées qui ont participé à la procédure antidumping au Département du commerce. Pour rendre sa décision, le Département tient compte des communications présentées par les autres parties intéressées à l'appui ou à l'encontre de l'enquête. S'il

¹ Les dispositions légales qui régissent l'anticonournement sont énoncées dans 19 USC 1677, et les dispositions réglementaires dans 19 CFR 351.225.

décide d'ouvrir une enquête, un avis est publié à cet effet au Registre fédéral. Cet avis indique le fondement juridique et factuel de la décision et expose les questions soulevées par les parties intéressées.

Lorsqu'une enquête formelle a été ouverte, le Département du commerce envoie des questionnaires pour recueillir les renseignements nécessaires. Les destinataires de ces questionnaires sont choisis en fonction des allégations factuelles qui ont été présentées. Si la question porte sur le finissage ou l'assemblage aux États-Unis ou dans un pays tiers, le Département du commerce envoie des questionnaires à la fois au(x) producteur(s) du produit dans le pays qui est visé par l'ordonnance antidumping et à la société ou aux sociétés des États-Unis ou du pays tiers qui finissent ou assemblent le produit en question. S'il s'agit d'une modification mineure du produit visé par l'ordonnance ou d'un produit développé ultérieurement, les questionnaires ne sont normalement envoyés qu'au(x) producteur(s) dans le pays visé.

La nature des renseignements demandés varie selon la nature du contournement allégué. En cas de finissage ou d'assemblage dans un autre pays que le pays visé, des renseignements sont demandés sur la nature du procédé de production, y compris son coût dans chacun des pays concernés, la valeur des pièces ou composants exportés à partir du pays visé et la valeur des pièces ajoutées et de la transformation effectuée aux États-Unis ou dans un pays tiers, ainsi que la valeur du produit fini. Les autres renseignements demandés concernent, le cas échéant, le niveau de l'investissement, le niveau de la recherche-développement et l'importance des installations de production aux États-Unis ou dans le pays tiers. Le Département du commerce se procure en outre auprès des sources appropriées des renseignements sur la structure des échanges du ou des produits en question, le point de savoir si le fabricant ou l'exportateur des pièces ou composants est affilié à l'entité qui finit ou assemble la marchandise aux États-Unis ou dans un pays tiers et le point de savoir si, depuis l'ouverture de l'enquête à l'issue de laquelle l'ordonnance antidumping a été établie, les importations aux États-Unis (ou dans le pays tiers) des pièces ou composants ont augmenté.

Si l'enquête porte sur des modifications mineures du produit, le Département du commerce demande des renseignements sur la nature de la modification, y compris son coût, et sur toute incidence que la modification pourrait avoir sur les utilisations auxquelles se prête le produit modifié. Si l'enquête porte sur un produit développé ultérieurement, il demande des renseignements sur les caractéristiques physiques du produit développé ultérieurement, les attentes de l'utilisateur final, l'utilisation finale du produit et le point de savoir s'il emprunte les mêmes circuits de distribution que le produit antérieur et fait l'objet d'une publicité et d'une présentation analogues à celles de ce produit.

Le Département du commerce donne aux destinataires des questionnaires anticontournement un délai de réponse comparable à celui donné dans les enquêtes antidumping initiales. Si les réponses sont incomplètes ou manquent de clarté, il envoie des questionnaires supplémentaires, en donnant là encore le délai nécessaire pour y répondre. Il peut en outre procéder à une vérification des renseignements indiqués dans les réponses.

Lorsqu'il a reçu et analysé les renseignements nécessaires, le Département du commerce publie une détermination préliminaire au Registre fédéral, qui contient ses conclusions préliminaires ainsi qu'une analyse détaillée de toutes les questions soulevées par l'enquête. Puis, il accepte les mémoires et les contre-mémoires des parties intéressées et, si une partie intéressée le demande, procède à une audition formelle. Il doit en outre, dans les circonstances spécifiées par la loi, notifier à la Commission du commerce international ("Commission") toute intention d'inclure la marchandise visée par l'enquête dans le champ d'application de l'ordonnance antidumping. La Commission peut alors demander à avoir des consultations avec le Département du commerce. Si, après ces consultations, elle estime que l'inclusion de la marchandise visée dans le champ d'application de l'ordonnance pose un problème d'une difficulté notable en ce qui concerne le dommage, elle peut, dans un délai de 60 jours, donner par écrit au Département du commerce un avis sur le point de savoir si ladite inclusion serait incompatible avec la détermination positive concluant à l'existence d'un

dommage sur laquelle est fondée l'ordonnance. Après avoir examiné toutes les questions soulevées par les parties intéressées ainsi que les avis formulés par la Commission, le Département du commerce publie au Registre fédéral une détermination finale contenant ses conclusions détaillées et analysant les questions soulevées par les parties intéressées.²

Tout au long de l'enquête anticonournement, le Département du commerce demande à toutes les parties qui présentent des communications d'en remettre des copies aux autres parties intéressées, y compris les résumés non confidentiels de renseignements commerciaux de nature exclusive. Comme dans le cas des enquêtes et des réexamens, les renseignements commerciaux de nature exclusive peuvent être mis à la disposition des représentants des parties intéressées en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative. En outre, toutes les parties intéressées ont la faculté de soulever des questions et de présenter des renseignements en temps voulu, qu'elles y aient ou non été invitées par le Département du commerce. Enfin, toute décision en matière d'anticonournement prise par le Département du commerce peut être contestée et réexaminée devant les tribunaux des États-Unis.

CONCLUSION

Le présent résumé des procédures anticonournement des États-Unis montre clairement que ces procédures sont très proches de celles qui s'appliquent aux enquêtes initiales ou aux réexamens et offrent les mêmes garanties de procédure³, destinées à assurer l'exactitude et le bien-fondé des conclusions ainsi qu'à protéger les droits et les intérêts de toutes les parties. Nous espérons que ce résumé facilitera les discussions au sein du Groupe.

² La loi des États-Unis dispose que les déterminations relatives à l'existence d'un anticonournement doivent, dans toute la mesure du possible, être établies dans un délai de 300 jours suivant l'ouverture de l'enquête.

³ Les procédures des États-Unis destinées à résoudre des questions courantes telles que celles de savoir si une marchandise donnée entre dans le champ d'application d'une ordonnance antidumping (par opposition à la question de savoir si une ordonnance est contournée) sont généralement beaucoup plus courtes et moins compliquées. Les États-Unis sont conscients que les questions relatives à l'anticonournement sont parfois abordées comme des questions de champ d'application et non comme des questions de contournement. Nous espérons que le Groupe pourra finalement examiner la question de savoir s'il est opportun de faire une distinction entre les deux et, dans l'affirmative, laquelle.